

Unité départementale de l'Eure
1 avenue du Maréchal Foch
27000 Évreux

Évreux, le 20/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.11.431.KL
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 principales activités :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/05/2023 portant sur les stockages de liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	classement ICPE	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Etat des matières stockées	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Mise en conformité par rapport aux textes LI	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Aménagement des stockages de récipients mobiles de LI	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Stratégie de lutte contre l'incendie des stockages de LI	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2023, la société STEINER a indiqué avoir travaillé sur les liquides inflammables utilisés et stockés sur son site :

* d'abord en réduisant les risques à la source, en remplaçant certains liquides parmi les plus inflammables par des produits de points éclair plus élevés,

* puis en déplaçant certains stockages de liquides inflammables depuis l'"aire extérieure en-cours" vers le "hangar inflammables".

L'objectif indiqué par l'exploitant dans son courrier du 02/05/2023 était à terme de centraliser les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables dans des armoires spécifiques (équipées de rétention, de détection, de système d'extinction).

Lors de l'inspection du 23/10/2023, l'exploitant a indiqué avoir raisonné pour les liquides de mention de danger inflammable H224 - H225 - H226, mais pas pour les liquides de point éclair entre 60 et 93°C et les déchets de propriété HP3, qui sont pourtant également définis comme liquides inflammables par la réglementation nationale encadrant les stockages de liquides inflammables.

Lors de cette inspection, l'exploitant a communiqué un état des stocks prouvant que des liquides de point éclair entre 60 et 93°C sont stockés dans l'"aire extérieure en-cours" et dans une autre aire repérée dans l'étude de dangers de mars 2020 comme zone d'"en cours non inflammables stockés selon les règles d'incompatibilités". Sur cette seconde aire, aucun stockage de liquides inflammables

n'est autorisé dans la dernière version de l'étude de dangers.

Comme cela a été rappelé au 2ème point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2023, la société Steiner doit réaménager et exploiter, dans les meilleurs délais, les stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de son site, c'est-à-dire les liquides disposant d'une mention de danger inflammable H224 - H225 - H226, mais aussi les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, et les déchets de propriété HP3, conformément à l'étude de dangers du site (dernière révision de mars 2020) ; en cas d'épandage, la nappe maximale susceptible d'être en feu doit correspondre aux hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers pour modéliser les feux de nappe. Cela était notamment demandé pour fin août 2023 au niveau de l'"aire extérieure en cours", et pour fin mai 2024 au niveau du "hangar inflammables".

Sous 3 mois, l'exploitant doit préciser à l'inspection des installations classées les solutions techniques retenues pour respecter ces dispositions pour l'ensemble des stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de son site, c'est-à-dire les liquides disposant d'une mention de danger inflammable H224 - H225 - H226, mais aussi les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, et les déchets de propriété HP3. Si ce délai n'est pas respecté, les suites administratives qui s'imposent seront données par l'inspection des installations classées.

La société STEINER doit également régulariser sous 3 mois la situation administrative de son site au regard de la rubrique ICPE 1436 relative aux stockages de liquides inflammables de point éclair compris entre 60 et 93°C via un porter à connaissance, l'état des stocks communiqué le jour de l'inspection ainsi que les échanges avec l'exploitant aboutissant à un nouveau régime sous cette rubrique de Déclaration avec Contrôle.

Pour répondre au premier point de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2023, une étude est toujours à réaliser et à communiquer à l'inspection des installations classées pour préciser les travaux nécessaires, sur chacun des stockages de liquides inflammables (liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, et déchets liquides inflammables catégorisés HP3), pour se mettre en conformité par rapport aux prescriptions :

- * de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- * de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511

selon les informations actuellement à disposition de l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de suites administratives, car l'exploitant s'est engagé par mel du 27/10/23 à remettre cette étude pour fin janvier 2024. Si ce délai n'est pas respecté, les suites administratives qui s'imposent seront données par l'inspection des installations classées.

Pour répondre au 3ème point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/05/2023, l'exploitant a complété et déposé auprès du préfet le 24/07/2023 sa stratégie de défense contre l'incendie intégrant les stockages de récipients mobiles de liquides inflammables dans le "hangar inflammables", sollicitant de manière temporaire l'intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours 27. Le SDIS 27 a émis un avis favorable à la demande de recours temporaire de la société STEINER à ses moyens, en dehors des périodes d'ouverture de l'établissement et le temps de réaliser les travaux de mise en conformité (installation de container regroupant des capacités de rétention, de détection et d'extinction pour protéger ce type de stockages). Si tous les récipients mobiles de liquides inflammables étaient stockés dans le "hangar inflammables", la société STEINER pourrait fonctionner, de manière transitoire, sous le régime de la Non Autonomie au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/10 modifié.

Or, la stratégie de défense contre l'incendie définie par la société STEINER doit intégrer les liquides de mention de danger H224 - H225 - H226, qui le jour de l'inspection étaient stockés dans le "hangar inflammables" selon l'état des stocks présenté par l'exploitant ; elle doit aussi intégrer les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, et les déchets catégorisés HP3, qui sont également des liquides inflammables, et qui étaient stockés le jour de l'inspection sur l'"aire extérieure en-cours" et sur la zone d'"en cours non inflammables stockés selon les règles d'incompatibilités" selon l'étude de dangers, ce qui n'était pas le cas. Une fois que l'exploitant aura réorganisé ses stockages de réceptacles mobiles de liquides de point éclair entre 60 et 93°C, voire le cas échéant des déchets catégorisés HP3 (cf points précédents du rapport), il redéfinira sa stratégie de défense incendie, et la présentera au SDIS 27 et à l'inspection des installations classées sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
<p>Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Stockages de liquides inflammables</p> <p>4331-2 Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 -> Enregistrement quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation 100t < Q < 1000 t</p> <p>4734-2c Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution -> Déclaration avec Contrôle quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation 50t < Q < 100 t</p> <p>1436 Liquides de point éclair entre 60 et 93 °C -> Non Classé</p>
<p>Constats : Les liquides inflammables sont définis dans le guide de lecture des textes liquides inflammables disponibles sur Aida :</p> <p><i>"Pour l'application des textes visés par le présent guide (notamment l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement), un liquide est qualifié d'inflammable lorsqu'il relève d'une des 3 catégories ci-dessous :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le liquide dispose d'une mention H224, H225 ou H226 au titre du règlement (CE) n° 1272/2008, dénommé CLP - Le point éclair du liquide est compris entre 60 et 93°C, - Le liquide est un déchet liquide qui dispose de la propriété de danger « HP 3 » au titre du règlement (UE) n° 1357/2014." <p>Cette définition est reprise dans les arrêtés ministériels du 3 octobre 2010 modifié et 24 septembre 2020 relatif aux stockages de liquides inflammables dans des installations soumises à autorisation, qui précisent :</p> <p><i>"liquides inflammables : liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, et déchets liquides inflammables catégorisés HP3"</i></p> <p>Selon l'état des stocks présenté par la société Steiner lors de l'inspection du 23/10/23 et les échanges entre inspection et exploitant, il y a désormais plus de 100 tonnes de liquides inflammables de point éclair compris entre 60 et 93°C présents sur le site, qui devient par conséquent</p>

également soumis à la rubrique 1436 (liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C).

Demande de l'inspection n°1 : La société STEINER doit régulariser sous 3 mois la situation administrative de son site au regard de la rubrique ICPE 1436 relative aux stockages de liquides inflammables de point éclair compris entre 60 et 93°C via un porter à connaissance.

Le bilan de l'état des stocks présenté en inspection est détaillé en annexe confidentielle.

Il fait état de liquides de point éclair entre 60 et 93 °C, stockés le 20/10, essentiellement en IBC fusibles, au niveau de l'"aire extérieure des encours", et au niveau d'une autre aire de stockage extérieure repérée dans l'étude de dangers de mars 2020 comme zone d'"en cours non inflammables stockés selon les règles d'incompatibilités" -> ce qui correspond à ce que les inspecteurs ont constaté lors de leur tour terrain le jour de l'inspection.

Les stockages de tels liquides de point éclair entre 60 et 93°C ne devraient pas se faire sur cette autre aire de stockage extérieure, au vu de l'étude de dangers de mars 2020, et en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/04/2021 relatif aux "stockages de liquides inflammables et/ou à haut point éclair en petits contenants". L'arrêté précise que "le hangar 'inflammables' et l'aire extérieure 'en cours' sont dédiés au stockage de liquides inflammables ou à haut point éclair en petits contenants".

Ecart réglementaire n°1 : Comme cela a été rappelé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2023, la société Steiner doit réaménager et exploiter, dans les meilleurs délais, les stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de son site, c'est-à-dire les liquides disposant d'une mention de danger inflammable H224 - H225 - H226, amis aussi les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, et les déchets de propriété HP3, conformément à l'étude de dangers du site (dernière révision de mars 2020) ; en cas d'épandage, la nappe maximale susceptible d'être en feu doit correspondre aux hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers pour modéliser les feux de nappe. Cela était notamment demandé pour fin août 2023 au niveau de l'"aire extérieure en cours", et pour fin mai 2024 au niveau du "hangar inflammables".

Sous 3 mois, l'exploitant doit préciser à l'inspection des installations classées les solutions techniques retenues pour respecter ces dispositions pour l'ensemble des stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de son site, c'est-à-dire les liquides disposant d'une mention de danger H224 - H225 - H226, les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, et les déchets de propriété HP3. Si ce délai n'est pas respecté, les suites administratives qui s'imposent seront données par l'inspection des installations classées.

Le guide de lecture des textes liquides inflammables établi par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires précise dans sa partie A ce que sont des stockages de récipients mobiles de liquides inflammables :

" Au sens de l'arrêté du 24 septembre 2020 (récipients mobiles), les stockages correspondent à tous les lieux où sont présents des récipients mobiles en attente d'utilisation quelles que soient les quantités présentes ou le temps de présence. Néanmoins, ne constituent pas des stockages :

① les récipients mobiles en cours d'utilisation, de remplissage, de vidange ou de consommation ainsi que les conteneurs entamés de fabrication d'une campagne à l'autre ;

② les récipients mobiles présents dans les bureaux ou locaux administratifs ;

③ les récipients mobiles entreposés au sein des laboratoires et ateliers maintenance, nécessaires à leur activité, et dans la mesure où la quantité maximale de liquides inflammables est inférieure à 2m3 ;

④ les récipients mobiles en cours de manutention. Les récipients mobiles en cours de manutention sont les récipients mobiles en cours de chargement, déchargement, ou plus globalement en cours de gestion, y compris les récipients mobiles posés temporairement au sol, le temps d'effectuer les manipulations nécessaires aux opérations logistiques (rassemblement d'un ensemble de récipients mobiles pour chargement, récipients mobiles sortant juste de la chaîne de production en attente de leur déplacement vers le stockage, ...). A contrario, l'entreposage d'un ensemble de récipients mobiles sur une zone dédiée, au-delà de la durée nécessaire aux opérations logistiques, en perspective d'un chargement qui interviendrait plusieurs heures voire jours plus tard, n'est pas assimilé à de la

manutention, les récipients mobiles sont alors considérés comme des stockages."

Demande de l'inspection n°2 : Seuls des récipients mobiles de liquides inflammables en cours de manutention, d'utilisation, de remplissage, de vidange ou de consommation ainsi que les conteneurs entamés de fabrication d'une campagne à l'autre sont autorisés dans les ateliers de production. Ils doivent être sur rétentions adaptées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2021, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Sous 6 mois à partir de la notification du présent arrêté, l'article 71.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D1-B1-10-751 du 22 décembre 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

«(...)

L'exploitant tient à jour un inventaire des substances, mélanges, produits, matières ou déchets permettant de connaître par zone d'activité ou de stockage (bâtiments, réservoirs, aires de stockage, appareils ou équipements) (...)

Cet inventaire est tenu à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne (P.O.I.).

L'état des matières stockées permet de répondre aux objectifs suivants :

- vérifier que les quantités de produits présentes respectent les quantités maximales autorisées dans l'établissement,
- vérifier que leur répartition reste conforme aux dispositions de l'étude de dangers,
- servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel,
- Répondre aux besoins d'information de la population : un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

(...)"

Constats :

Suite à l'inspection de fin 2022 notamment, la société Steiner a réfléchi pour présenter un état des matières stockées vulgarisable, qui puisse être utilisé par les services de secours et la préfecture en cas d'accident sur le site pour prendre les meilleures décisions dans la gestion de crise. Elle a ainsi listé différents libellés permettant de vulgariser les produits stockés sur son site ; pour ne citer qu'un exemple, "liquides combustibles à base de produit pétrolier".

Demande de l'inspection n°3 : L'inspection rappelle la nécessité d'intégrer dans l'état des stocks les déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Mise en conformité par rapport aux textes LI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
<p>Prescription contrôlée : La société STEINER exploitant une usine de synthèse et de formulation de colorants organiques pour carburants et industrie papetière, sur son site localisé 9 route de Rouen à Saint-Marcel (27) est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2021, en remettant sous 3 mois à l'inspection des installations classées une étude précisant les travaux nécessaires pour se mettre en conformité par rapport aux prescriptions des arrêtés ministériels encadrant ses stockages de liquides inflammables
<p>Constats : Aucune étude précisant les travaux nécessaires pour se mettre en conformité par rapport aux prescriptions des arrêtés ministériels encadrant les stockages de liquides inflammables de la société STEINER n'a été remise à l'inspection des installations classées à ce jour, ce qui représente une non conformité par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/05/2023.</p> <p>Ecart réglementaire n° 2 : Pour répondre au premier point de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2023, une étude est toujours à réaliser et à communiquer à l'inspection des installations classées pour préciser les travaux nécessaires, <u>sur chacun des stockages de liquides inflammables (liquides de mention de danger inflammable H224, H225 et H226, mais aussi les liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, et déchets liquides inflammables catégorisés HP3), pour se mettre en conformité par rapport aux prescriptions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement * de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 <p>selon les informations actuellement à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de suites administratives, car l'exploitant s'est engagé par mel du 27/10/23 à remettre cette étude pour fin janvier 2024. Si ce délai n'est pas respecté, les suites administratives qui s'imposent seront données par l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 4 : Aménagement des stockages de récipients mobiles de LI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
<p>Prescription contrôlée : La société STEINER exploitant une usine de synthèse et de formulation de colorants organiques pour carburants et industrie papetière, sur son site localisé 9 route de Rouen à Saint-Marcel (27) est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions des articles 1.3, 7.5.3 et 7.6.10.1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2010, en aménageant et exploitant ses stockages de récipients mobiles de liquides inflammables conformément à l'étude de dangers du site (dernière révision de mars 2020) ; en cas d'épandage, la nappe maximale susceptible d'être en feu doit correspondre aux hypothèses prises en compte dans

l'étude de dangers pour modéliser les feux de nappe.

L'"Aire extérieure en cours" de récipients mobiles de liquides inflammables est aménagée de manière à respecter ces dispositions sous 3 mois.

Le "hangar inflammables" contenant des récipients mobiles de liquides inflammables est aménagée de manière à respecter ces dispositions sous 1 an.

Sous 3 mois, l'exploitant précise à l'inspection des installations classées les solutions techniques retenues pour respecter ces dispositions.

Constats :

Le jour de l'inspection 23/10/23, l'"aire extérieure d'en cours" contenait, selon l'état des stocks et les explications fournis par l'exploitant, des récipients mobiles, essentiellement des IBC fusibles, de liquides de point éclair entre 60 et 93°C ; comme cela est illustré dans la planche photos en annexe.

En effet, l'exploitant indique avoir réorganisé ses stockages de liquides inflammables en tenant compte des liquides de mentions de danger inflammables H224 - H225 - H226, mais pas des liquides de point éclair entre 60 et 93°C et des déchets de propriété HP3, qui sont également définis comme liquides inflammables par la réglementation nationale encadrant les stockages de liquides inflammables.

Aucun aménagement n'avait donc été réalisé afin de limiter, en cas de déversement de liquides inflammables sur cette "aire extérieure d'en-cours", la surface de la nappe susceptible de s'enflammer. Par conséquent, les hypothèses prises en compte pour modéliser les zones d'effets thermiques générées en cas d'incendie sur l'"aire extérieure en-cours" dans la dernière révision d'étude de dangers du site, datée de mars 2020, ne correspondent pas à la nappe qui serait réellement générée, au regard de ce qui a été constaté lors du test grandeur nature mené lors de l'inspection du 22/12/2022. Les zones d'effets thermiques seraient donc plus importantes.

Par conséquent, l'"aire extérieure d'en-cours" n'est toujours pas aménagée pour respecter les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/05/23, alors que le délai est dépassé depuis fin août 2023.

Le jour de l'inspection 23/10/23, le "hangar inflammables" contenait, selon l'état des stocks et les explications fournis par l'exploitant, des récipients mobiles de liquides inflammables ; comme cela est illustré dans la planche photos en annexe confidentielle.

Aucun aménagement n'avait encore été réalisé afin de limiter, en cas de déversement de liquides inflammables dans cet "hangar inflammables", la surface de la nappe susceptible de s'enflammer.

Par conséquent, le "hangar inflammables" n'est pas aménagé pour respecter les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/05/23, toutefois le délai court jusque mai 2024 pour ce faire. L'exploitant s'est engagé, par courrier 24/07/23 adressé au préfet, à installer dans cet "hangar inflammables" une armoire spécifique destinée au stockage de liquides inflammables équipée :

- * d'une rétention correctement dimensionnée,**
- * de détection liquide entraînant une alarme sonore et visuelle,**
- * et d'une détection incendie entraînant automatiquement l'activation d'un système d'extinction poudre.**

Toute armoire répondant à ces objectifs et le cas échéant aux prescriptions des arrêtés ministériels relatifs aux stockages de liquides inflammables en vigueur, convient.

Le jour de l'inspection 23/10/23, des stockages de récipients mobiles de liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C se trouvaient également au niveau d'une autre aire de stockage extérieure, repérée dans l'étude de dangers de mars 2020 comme zone d'"en cours non inflammables stockés selon les règles d'incompatibilités" ; comme cela est illustré dans la planche photos en annexe.

Or, cette zone n'est pas supposée contenir des liquides inflammables selon la dernière révision d'étude de dangers du site, datée de mars 2020.

Ecart réglementaire n°3 : Comme cela a été rappelé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en

demeure du 23 mai 2023, la société Steiner doit réaménager et exploiter, dans les meilleurs délais, les stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de son site, c'est-à-dire les liquides disposant d'une mention de danger H224 - H225 - H226, les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, et les déchets de propriété HP3, conformément à l'étude de dangers du site (dernière révision de mars 2020) ; en cas d'épandage, la nappe maximale susceptible d'être en feu doit correspondre aux hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers pour modéliser les feux de nappe. Cela était notamment demandé pour fin août 2023 au niveau de l'aire extérieure en cours", et pour fin mai 2024 au niveau du "hangar inflammables". Sous 3 mois, l'exploitant doit préciser à l'inspection des installations classées les solutions techniques retenues pour respecter ces dispositions pour l'ensemble des stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de son site, c'est-à-dire les liquides disposant d'une mention de danger H224 - H225 - H226, les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, et les déchets de propriété HP3. Si ce délai n'est pas respecté, les suites administratives qui s'imposent seront données par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 5 : Stratégie de lutte contre l'incendie des stockages de LI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
<p>Prescription contrôlée : La société STEINER exploitant une usine de synthèse et de formulation de colorants organiques pour carburants et industrie papetière, sur son site localisé 9 route de Rouen à Saint-Marcel (27) est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous 6 mois : les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, en disposant d'une stratégie de lutte contre l'incendie de ses stockages de liquides inflammables qui puisse être mise en œuvre à tout moment, que le site soit en activité ou à l'arrêt. <p>Dans le cas où cette stratégie prévoit un recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours, le concours de ces derniers est sollicité auprès du préfet au maximum sous 3 mois. Il implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre au SDIS d'élaborer le cas échéant une réponse opérationnelle adaptée.</p> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont à prendre en compte dès la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Par courrier de juin 2017, le régime d'Autonomie a été défini pour le site STEINER au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/10 modifié : le site devait donc disposer d'une stratégie de défense incendie de ses stockages de liquides inflammables n'ayant pas recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours 27. Cette stratégie repose sur des moyens fixes installés sur les réservoirs aériens de liquides inflammables.</p> <p>Toutefois, des moyens mobiles sont nécessaires pour faire face à un incendie survenant sur les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables, nécessitant du personnel pour les manipuler. Or, lorsque le site est à l'arrêt, la nuit, le week-end, les jours fériés... l'autonomie n'est pas assurée.</p> <p>Il est donc nécessaire que l'exploitant adapte sa stratégie; ce qui lui a été rappelé au 3ème point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/05/2023.</p> <p>Dans ce but, l'exploitant a complété et déposé auprès du préfet le 24/07/2023 sa stratégie de défense contre l'incendie intégrant les stockages de récipients mobiles de liquides inflammables dans le "hangar inflammables", sollicitant de manière temporaire l'intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours 27. La surface en feu prise en compte par l'exploitant dans sa</p>

stratégie, 120 m2, tient compte de la surface du "hangar inflammables" lui-même, ainsi qu'une surface supplémentaire liée à un éventuel écoulement de nappe depuis ce hangar, dans la mesure où celui-ci ne dispose actuellement pas de rétention locale.

Selon cette stratégie, les besoins maximaux en eau et en émulseur estimés correspondent au scénario de feu de cuvette de rétention D1 de réservoirs aériens fixes, à savoir 50 m3 d'eau et 1 400 litres d'émulseur.

Sur le site, il y a une réserve de château d'eau de 90 m3, une réserve d'eau de 100 m3 ainsi qu'une autre de 40 m3, soit une capacité totale de 230 m3 d'eau qui peut être utilisée pour la défense incendie. Il y a 1000 litres d'émulseur dédié au système d'extinction automatique, et une réserve de 1100 litres.

Le SDIS 27 a acté par courrier du 11/07/2023 que les moyens opérationnels sollicités pour faire face à des feux de surfaces bien délimitées correspondent au Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR), et notamment au règlement opérationnel départemental (RO). Le SDIS 27, dans le cadre de ses missions de service public, a émis un avis favorable à la demande de recours temporaire de la société STEINER à ses moyens, en dehors des périodes d'ouverture de l'établissement et le temps de réaliser les travaux de mise en conformité (installation de container regroupant des capacités de rétention, de détection et d'extinction pour protéger ce type de stockages).

Analyse de l'inspection des installations classées : Si tous les récipients mobiles de liquides inflammables étaient stockés dans le "hangar inflammables", la société STEINER pourrait fonctionner, de manière transitoire, sous le régime de la Non Autonomie au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/10 modifié.

Ecart réglementaire n°4 : La stratégie de défense contre l'incendie définie par la société STEINER doit intégrer les liquides de mention de danger H224 - H225 - H226, qui le jour de l'inspection étaient stockés dans le "hangar inflammables" selon l'état des stocks présenté par l'exploitant ; elle doit aussi intégrer les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, et les déchets catégorisés HP3, qui sont également des liquides inflammables, et qui étaient stockés le jour de l'inspection sur l'"aire extérieure en-cours" et sur la zone d'"en cours non inflammables stockés selon les règles d'incompatibilités" selon l'étude de dangers, ce qui n'était pas le cas.

Une fois que l'exploitant aura réorganisé ses stockages de récipients mobiles de liquides de point éclair entre 60 et 93°C, voire le cas échéant des déchets catégorisés HP3 (cf points précédents du rapport), il redéfinira sa stratégie de défense incendie, et la représentera au SDIS 27 et à l'inspection des installations classées sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3mois